

*Corporation Finance in Canada*, par C.-A. Ashley et J.-E. Smyth.  
Un vol., 5¾ po. x 8¾, relié, 253 pages. — The Macmillan Co. of  
Canada, Toronto, 1956. (\$3.95)

Roland Parenteau

Volume 32, numéro 3, octobre–décembre 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000188ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000188ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parenteau, R. (1956). Compte rendu de [*Corporation Finance in Canada*, par C.-A. Ashley et J.-E. Smyth. Un vol., 5¾ po. x 8¾, relié, 253 pages. — The Macmillan Co. of Canada, Toronto, 1956. (\$3.95)]. *L'Actualité économique*, 32(3), 533–534. <https://doi.org/10.7202/1000188ar>

## LES LIVRES

Il est dommage que l'auteur ait attaqué le problème sur le front de l'étude administrative. Une analyse plus développée du recrutement du personnel, de ses origines, des idées ou des politiques qui, par les universités ou le monde des affaires, le pénètrent périodiquement, aurait sans doute jeté beaucoup de lumière sur le rôle et les méthodes du Trésor. Quelques pages remarquables sur la diffusion des théories keynésiennes indiquent bien ce qu'on aurait pu obtenir par des voies détournées.

Jacques Parizeau

**L'orientation des relations patronales ouvrières**, par ALFRED CHARPENTIER. Un vol., 5¼ po. × 8¼, broché, 244 pages. — Montréal, 1956.

Voilà un ouvrage qui contient une série de courts essais publiés par l'auteur dans la revue trimestrielle *Culture*, au cours de la période 1945-1956. Ces essais sont regroupés en cinq sections distinctes ou chapitres, à savoir: les aspects du problème salaire; le syndicalisme patronal du Québec; la collaboration ouvrière patronale; l'organisation de la profession; la coopération intersyndicale.

Monsieur Charpentier offre ici non pas un travail unifié, basé sur des recherches scientifiques, mais une collection de réflexions conformistes sur certains aspects des relations de travail. Quelques-uns des problèmes envisagés ont même perdu de leur intérêt puisque reliés à des événements aujourd'hui dépassés. La composition et le ton des articles s'apparentent à ceux qu'emploient les journalistes dans leurs écrits quotidiens et qui constituent une denrée plutôt périssable. Tout évolue si rapidement dans le domaine du travail comme dans les autres d'ailleurs. La lecture de ce volume nous permet cependant de mieux connaître l'orientation des relations patronales ouvrières du Québec au cours de la dernière décade, telle que brossée par un auteur qui a eu une longue expérience syndicale. À ce titre, un tel travail a le mérite de nous faire voir le chemin parcouru et a donc une portée historique pour le grand public.

Les spécialistes regretteront par ailleurs que l'auteur s'en soit tenu, pour résoudre les problèmes de relations industrielles qu'il soulève, à des solutions très générales comme l'organisation corporative des professions et une meilleure application de la doctrine sociale de l'Église.

Phillipe Brizard

**Corporation Finance in Canada**, par C.-A. ASHLEY et J.-E. SMYTH. Un vol., 5¾ po. × 8¾, relié, 253 pages. — THE MACMILLAN CO. OF CANADA, Toronto, 1956. (\$3.95).

Parmi les divers secteurs de la littérature économique américaine, celui qui traite du financement de l'entreprise moderne est particulièrement prolifique et compte déjà un certain nombre de classiques comme l'ouvrage de Berle et Means, *The Modern Corporation and Private Property*, celui de Guthman et Dougall, *Corporate Financial Policy* ou celui de Gordon, *Business Leadership in the Large Corporation*.

On sait par ailleurs que tant du point de vue de l'organisation juridique que de la structure financière, la compagnie canadienne ne diffère guère de sa sœur

américaine. Dans les deux pays, l'entreprise a subi la même courbe d'évolution, qui se manifeste par un accaparement de plus en plus marqué du pouvoir *réel* par un petit groupe d'administrateurs, une concentration économique croissante, une tendance à se financer en grande partie de façon autonome par l'autofinancement, etc.

Il n'en reste pas moins que sur un grand nombre de détails, l'avocat ou l'homme d'affaires qui veut savoir ce qui se passe au Canada ne sera guère renseigné s'il consulte uniquement un ouvrage américain, si excellent soit-il. C'est donc le principal mérite du présent ouvrage de présenter tous les aspects de l'entreprise par actions au Canada dans un contexte et avec des exemples canadiens. Ainsi, le phénomène de la concentration est analysé à la lumière de la législation canadienne contre les coalitions et des enquêtes royales de 1935 sur les écarts de prix et de 1938 sur le textile. De même, c'est à travers les statistiques de la Banque du Canada sur la situation financière de 704 compagnies canadiennes que la technique moderne de l'autofinancement apparaît comme la source de fonds préférée des grandes entreprises.

Que l'on s'intéresse donc à l'évolution juridique de la compagnie, à son rôle dans l'économie, à ses relations avec le fisc, ses actionnaires ou le grand public, ce petit livre sait apporter des réponses claires et documentées. On sent d'ailleurs un souci d'objectivité et de lucidité qui fait que les auteurs ne voient pas les choses uniquement en techniciens préoccupés de défendre un certain type d'institution, comme on le voit trop souvent dans les ouvrages de ce genre. La touche humaine y est évidente partout.

Roland Parenteau

**Soviet Industrial Production 1928-1951**, par DONALD-R. HODGMAN. Un vol., 6½ po. × 9½, relié, 241 pages. — S. S. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto 1, 1954. (\$6.50).

Le volume de la production industrielle est un des indices les plus révélateurs de la force d'une économie, et les variations qui s'y produisent, surtout si on les étudie en fonction des changements de certains autres facteurs économiques, tels le chiffre de la population en général et celui de la main-d'œuvre industrielle en particulier, fournissent un renseignement fort utile sur l'efficacité d'un système économique. D'autres raisons encore motivent le vif intérêt qui s'est manifesté depuis quelques années envers le développement de la puissance industrielle soviétique. En effet, celle-ci est plus qu'une mesure de la force économique et du potentiel militaire de l'une des plus grandes puissances du monde, c'est un des points qui permettent d'évaluer la valeur réciproque du régime de l'économie dirigée et de celui de l'entreprise privée. Or il arrive que des pays sous-développés, saisis par la rapidité de l'industrialisation de la Russie, songent à bâtir leur armature industrielle sur le modèle soviétique.

Malheureusement, il n'est pas facile de se faire une opinion qui ait des chances d'être exacte sur les développements industriels de la Russie en raison des vices reconnus des indices de production officiels et des lacunes dans la publication des statistiques, surtout depuis la fin de la décennie 1930-40.